



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Recueil spécial 196.2023 - édition du 24/08/2023



Réf. : DDTM-SEAFEN-AP_n°2023-161

Nice, le 24 AOUT 2023

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL MODIFICATIF
RELATIF A LA SITUATION DE SÉCHERESSE
DANS LE DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES**

Le préfet des Alpes-Maritimes
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.211-1, L.211-3 II-1 et R 211-66 à R 211-70 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2215-1 et suivants ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif au pouvoir des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les Régions et les Départements ;

Vu le décret du 24 avril 2019 nommant M. Bernard GONZALEZ préfet des Alpes-Maritimes ;

Vu le décret n°2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;

Vu l'arrêté-cadre régional du 29 mai 2019 fixant les mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période de sécheresse en Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

Vu l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin du 23 juillet 2021 relatif au renforcement de la coordination des mesures de gestion de la sécheresse sur le bassin Rhône-Méditerranée ;

Vu l'arrêté cadre départemental portant révision du plan d'action sécheresse des Alpes-Maritimes en date du 10 mars 2023 ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux « SDAGE » 2022-2027 du bassin Rhône-Méditerranée approuvé par le préfet coordonnateur de bassin et entré en vigueur le 21 mars 2022 ;

- Vu** la circulaire du 18 mai 2011 relative aux mesures exceptionnelles de limitation ou de suspension des usages de l'eau en période de sécheresse du département des Alpes-Maritimes ;
- Vu** l'instruction de la ministre de la transition et solidaire du 23 juin 2020 précisant les orientations techniques à mettre en œuvre suite au retour d'expérience de la gestion de la sécheresse 2019 ;
- Vu** l'instruction de la ministre de la transition écologique du 27 juillet 2021 relative à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse hydrologique ;
- Vu** l'instruction du ministre de l'agriculture et de l'alimentation du 22 juin 2021 précisant les orientations techniques pour faciliter la mise en œuvre des mesures d'anticipation et de gestion de la sécheresse dans le secteur agricole ;
- Vu** le guide de mise en œuvre des mesures de restriction des usages de l'eau en période de sécheresse (à destination des services chargés de leurs prescriptions en métropole et en outre mer) du ministre de la transition écologique de juin 2021 ;
- Vu** la consultation du comité ressource en eau des Alpes-Maritimes effectuée du 24 juillet 2023 au 26 juillet 2023 12h00 par voie dématérialisée ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2023-150 relatif à la situation de sécheresse dans le département des Alpes-Maritimes en date du 11 août 2023 ;
- Vu** la demande émise par la Chambre d'agriculture en date du 22 août 2023 relative à l'adaptation des mesures agricoles pour l'arrosage des semis pour une liste de culture définie par aspersion ;
- Considérant** qu'une réponse favorable à cette demande permet de garantir la production hivernale et s'inscrit dans la volonté de l'État de favoriser la souveraineté alimentaire et les circuits courts pour la production ;
- Considérant** que cette adaptation pourra être ré-évaluée en fonction de l'évolution de la situation ;
- Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes,

ARRÊTE

Article 1 – Mesures relatives aux usages agricoles

Les mesures relatives aux usages agricoles telles que prévues dans l'arrêté préfectoral n°2023-150 relatif à la situation de sécheresse dans le département des Alpes-Maritimes en date du 11 août 2023 sont modifiées comme suit :

Usages de l'eau	Alerte	Alerte renforcée	Crise
Irrigation gravitaire ou par aspersion des cultures	Interdiction d'arrosage de 8h à 20h ¹ , à l'exception de l'arrosage par aspersion des semis autorisé entre 19h et 9h pour une liste définie de cultures ² , et 20 % de réduction de la consommation ou des prélèvements	Interdiction d'arrosage de 8h à 20h, à l'exception de l'arrosage par aspersion des semis autorisé entre 19h et 9h pour une liste définie de cultures ³ , et 40 % de réduction de la consommation ou des prélèvements	Interdiction d'arrosage, à l'exception de l'arrosage par aspersion des semis autorisé entre 19h et 9h pour une liste définie de cultures ⁴ .
Irrigation dans le cadre de la gestion collective (OUGC)	Prise en compte des modalités de gestion prévues dans l'arrêté préfectoral encadrant l'OUGC		
Irrigation des cultures par système d'irrigation localisée (goutte à goutte, micro-aspersion par exemple)	Autorisé		

De plus, pour un canal d'arrosant, les mesures ci-après s'appliquent également :

- pour le stade d'alerte : diminution de 20% du débit autorisé et/ou capable du canal ou, si cela n'est pas possible techniquement, fermeture 6 heures dans la journée
- pour le stade d'alerte renforcée : diminution de 40% du débit autorisé et/ou capable du canal ou, si cela n'est pas possible techniquement, fermeture 10 heures dans la journée
- pour le stade de crise : fermeture du canal. Un débit minimum pourra être conservé pour les usages prioritaires.

Le reste des mesures de restriction d'usage de l'eau demeurent inchangées.

- 1 tolérance sur l'horaire de début d'interdiction administrative pour l'irrigation par enrouleur : jusqu'à 11h du matin
- 2 liste des cultures concernées : Radis, Choux, Navet, Carotte, Fenouil, Poireaux, Haricots, Épinards, Blettes, Céleris, Salades y compris mesclun, roquette, mâche.
- 3 liste des cultures concernées : Radis, Choux, Navet, Carotte, Fenouil, Poireaux, Haricots, Épinards, Blettes, Céleris, Salades y compris mesclun, roquette, mâche.
- 4 liste des cultures concernées : Radis, Choux, Navet, Carotte, Fenouil, Poireaux, Haricots, Épinards, Blettes, Céleris, Salades y compris mesclun, roquette, mâche.
- 5 les cultures bénéficiant d'une protection biologique intégrée (PBI) ainsi que les cultures hors sol irriguées par un système localisé sont exemptées de ces mesures de restriction.

Article 2 - Durée

Les prescriptions du présent arrêté préfectoral sont applicables dès sa publication et jusqu'au 30 septembre 2023.

Le renforcement ou l'assouplissement de cette mesure, ainsi que la modification de l'échéance ci-dessus, se feront par un nouvel arrêté préfectoral.

Article 3 - Sanctions

Indépendamment des suites administratives, le non-respect des mesures édictées fait encourir au contrevenant une contravention de 5^{ème} classe.

Article 4 - Mesures de publicité

Le présent arrêté sera :

- publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes, mention en sera insérée en caractères apparents dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département ;
- transmis aux maires pour affichage en mairie et en des points choisis par eux assurant sa plus large diffusion au public pendant toute la durée de la période d'alerte ;

Les arrêtés relatifs à la situation de sécheresse sont également mis à disposition du public sur les sites internet de la préfecture des Alpes-Maritimes et PROPLUVIA <http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr>.

Article 5 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet des Alpes-Maritimes, ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du ministre en charge de l'environnement, dans un délai de deux mois. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du tribunal administratif de Nice dans le même délai suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

Les particuliers peuvent déposer leur recours et s'adresser par voie électronique au tribunal à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures <http://www.telerecours.fr/>.

Article 6 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, le sous-préfet de Grasse, la sous-préfète Nice-Montagne, le directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes, le directeur départemental de la sécurité publique, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, la directrice départementale de la protection des populations, le délégué territorial de l'agence régionale de santé, le commandant du groupement de gendarmerie, le chef du service départemental de l'office français pour la biodiversité, les maires de toutes les communes du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet,
Le Secrétaire Général
SG 4522

Philippe LOOS



HÔPITAL DE CANNES
SIMONE VEIL

Direction des Relations Humaines

Destinataires : Personnels non médicaux titulaires

Page 1/1

NOTE D'INFORMATION N°2023/126

AVIS DE CONCOURS INTERNE ET EXTERNE SUR TITRES 2 POSTES DE CADRE DE SANTE PARAMEDICAL FILIERES INFIRMIERE ET MEDICO-TECHNIQUE

Diffusée le : 22/08/2023 - Par DRH, carrières - Postes : 70.57 / 78.38

REF. TEXTES :

- Décret n° 2012-1466 du 26/12/2012 modifié, portant statut particulier du corps des cadres de santé paramédicaux de la FPH.
- Arrêté du 25/06/2013 fixant la composition du jury et les modalités d'organisation des concours interne et externes sur titres permettant l'accès au corps des cadres de santé paramédicaux de la FPH.

UN CONCOURS INTERNE ET EXTERNE SUR TITRES est ouvert par l'Hôpital de Cannes Simone Veil, en vue de pourvoir **2 POSTES DE CADRE DE SANTE PARAMEDICAL FILIERES INFIRMIERE ET MEDICO-TECHNIQUE**

Aptitude à concourir :

Concours interne sur titres : Les fonctionnaires hospitaliers titulaires du diplôme de cadre de santé, relevant des corps régis par les décrets du 30 novembre 1988, du 29 septembre 2010 et du 27 juin 2011, comptant au 1er janvier de l'année du concours au moins cinq ans de services effectifs accomplis dans un ou plusieurs des corps précités, ainsi que les agents non titulaires de la fonction publique hospitalière titulaires de l'un des diplômes, titres ou autorisation requis pour être recrutés dans l'un des corps précités et du diplôme de cadre de santé, ayant accompli au moins cinq ans de services publics effectifs en qualité de personnel de la filière infirmière, de rééducation ou médicotechnique.

Concours externe sur titres : Les candidats titulaires des diplômes, titres ou autorisations requis pour être recrutés dans les corps régis par les décrets du 30 novembre 1988, du 29 septembre 2010 et du 27 juin 2011 et du diplôme de cadre de santé, ayant exercé, dans le secteur privé ou public, une activité professionnelle de même nature et équivalente à celle des agents appartenant aux corps précités pendant au moins cinq ans à temps plein ou une durée de cinq ans d'équivalent temps plein.

Modalités de sélection :

La sélection des candidats pour ces concours interne et externe sur titres repose sur :

➤ **Une analyse de la complétude du dossier** reposant sur la possession du titre de formation ou de l'attestation d'équivalence requis pour l'accès au corps des cadres de santé paramédicaux **et sur l'analyse des qualités générales du dossier de candidature** par le jury, **afin d'évaluer l'aptitude à exercer les missions de cadre de santé paramédical.**

Composition du jury (2 membres extérieurs à l'Etablissement)

- Du Directeur ou son représentant
- Un membre représentant les personnels de direction
- Un directeur des soins
- Un cadre de santé issu de la filière au titre de laquelle le concours est ouvert
- Le président de la commission médicale d'établissement ou son représentant

Modalités de candidature :

Le dossier doit impérativement comprendre :

- Une demande d'admission à concourir établie sur papier libre ;
- Un curriculum vitae détaillé établi sur papier libre ;
- Un état signalétique des services publics et des formations ;
- Le diplôme de cadre de santé, titres de formation, certifications et équivalences dont il est titulaire ou une copie conforme à ces documents ;
- Un projet professionnel retraçant l'expérience et les projets du candidat dans la fonction de cadre de santé.

Ce dossier **sous-forme dématérialisée** doit être adressé par mail à l'adresse suivante : drhcarrieres@ch-cannes.fr dans un délai d'1 mois à compter de la date de publication de la présente note, soit au plus tard le **22 SEPTEMBRE 2023** (Délai de rigueur).



La Directrice des Relations Humaines

Anne-Sophie AUBERT

La composition du jury et les dates des épreuves seront communiquées ultérieurement

S O M M A I R E

D.D.I.....	2
D.D.T.M.....	2
Environnement.....	2
AP 2023.161 Situation secheresse dans les AM modif.....	2
Etablissement Public.....	6
Hôpital de Cannes.....	6
Concours Vac.poste Recrutemt Examen Jurys.....	6
concours interne externe cadre de sante 2 postes.....	6

Index Alphabétique

AP 2023.161 Situation secheresse dans les AM modif.....	2
concours interne externe cadre de sante 2 postes.....	6
D.D.T.M.....	2
Hôpital de Cannes.....	6
D.D.I.....	2
Etablissement Public.....	6